

L'EDITO

François Mathieu

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

LE TRAITÉ DE LA TROMPERIE, DE L'IMPOSTURE ET DE LA PEUR

On nous dira qu'il est facile d'esquinter le traité de libre-échange transatlantique - le fameux « TTIP ». Par définition, l'amélioration du commerce entre deux régions passe par un abais-

sement - au mieux une harmonisation par le bas - de normes et des assouplissements réglementaires, a priori assez peu compatibles avec le maintien de nos standards environnementaux, sociaux, etc. On nous dira aussi que les documents que s'est procurés Greenpeace ne sont qu'un état des lieux provisoire des négociations et que les jeux ne sont pas faits. C'est tout aussi vrai. Mais on ne nous enlèvera pas que ce TTIP, en l'état actuel des choses, représente surtout le traité de la tromperie, de l'imposture et de la peur.

Il y a tromperie parce que l'argument principal des parties à la table des négociations est en grande partie basé sur ce que l'économiste Joseph Stiglitz

appelle le « fondamentalisme mercantile » : la crainte du déclin économique, de la perte d'emplois et du recul de la compétitivité constituent les lignes directrices - mais réductrices - des discussions. On peut imaginer qu'avec l'adoption du traité l'acti-

Le TTIP tourne le dos à des valeurs qui nous sont chères

tivité s'en trouvera améliorée, mais les textes actuels donnent surtout un pouvoir d'ingérence interpellant aux grandes entreprises sous couvert de ce chantage à la croissance et à l'emploi. On peut entendre ces craintes, de ne pas être naïf sur la nécessité de mieux appréhender la mondialisation, et comprendre l'intérêt de ne pas arriver en ordre dispersé face à la toute-puissance asiatique, mais de là à ce que les grandes entreprises puissent s'opposer à des décisions qui nuisent trop ostensiblement à leurs intérêts, il y a un pas que nos politiques ne peuvent

pas franchir sans en référer aux populations.

Le TTIP, c'est aussi le traité de l'imposture. Car il tourne le dos à des valeurs qui nous sont chères - le débat démocratique -, eu égard au manque de transparence des discussions. D'abord, la publication des mandats de discussion est arrivée trop tard ; ensuite, qui peut, en toute honnêteté, relayer la position belge dans ce débat ? Elle est quasi inexistante... Sur

des enjeux sociétaux aussi importants, il apparaît inopportun que les prises de position clairement établies des gouvernements soient déléguées à la seule commissaire européenne au commerce Cecilia Malmström, pour volontaire et pédagogue qu'elle soit. Enfin ce TTIP peut légitimement susciter la peur. L'opacité de discussions, l'impression que l'intérêt particulier prime l'intérêt général, font le lit de ces extrémismes dont l'Europe avait, croyait-on, réussi à se débarrasser au prix de deux guerres pour le moins douloureuses... Ce sont ces extrémismes que l'on voit resurgir aujourd'hui aux quatre coins de l'Europe et qui révèlent un affaiblissement généralisé de ses valeurs fondatrices.